

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.908

Changement climatique

La COI salue «l'initiative du Réunionnais Paul Vergès»



Le soleil est présent en abondance dans notre région, c'est une source d'électricité. (photo Toniox)

La Commission de l'Océan Indien se félicite de l'initiative du sénateur de La Réunion, une proposition de résolution co-signée par 42 sénateurs de tous les groupes politiques du Sénat pour un «co-développement durable et solidaire dans l'Océan Indien». Ce projet doit être présenté à la conférence de Paris sur le Climat et lors du prochain Sommet des chefs d'Etat de la COI. La COI s'est exprimée dans un communiqué dont voici le contenu.

A l'initiative du Réunionnais Paul Vergès
42 Sénateurs français en faveur d'un «rôle décisif» de la COI à la conférence mondiale sur le climat de Paris 2015

Sous la houlette du sénateur de La Réunion Paul Vergès, une proposition de résolution a été co-signée par 42 sénatrices et sénateurs français de tous bords politiques. Le projet proposé par Paul Vergès vise à présenter aux participants de la Conférence

internationale de Paris sur le climat en 2015 «une nouvelle politique énergétique» pour un «co-développement durable et solidaire dans l'Océan Indien».

Cette contribution solidaire pour le développement durable dans l'Indianocéanie devrait être présentée lors du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien (COI), prévu le 26 juillet prochain aux Comores, a indiqué Paul Vergès. L'objectif à atteindre, selon le sénateur réunionnais, est de marquer le «rôle décisif» de la COI, afin qu'elle «élabore un projet sur un siècle sur la transition énergétique et le développement durable».

Suite en page 2

La résolution évoque trois thèmes centraux qui concernent tous les pays membres de l'organisation régionale: la mer et les océans, l'énergie et la transition démographique.

Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI se félicite du soutien des élus français pour la construction d'une Indianocéanie résolument dura-

ble. «Le rôle moteur de la COI est plus que jamais amplifié pour atteindre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'un développement durable et équitable dans l'océan Indien, et plus largement en faveur des pays insulaires», a-t-il souligné.

En vue de la troisième conférence

des Nations unies sur les Petits Etats Insulaires en Développement de Samoa, la COI est déjà résolument engagée à apporter une contribution significative et concrète afin que les intérêts insulaires soient pris en compte dans le nouvel agenda mondial pour le développement post-2015.

Inauguration le 27 juin à El Hierro

Autosuffisance énergétique d'une île des Canaries

Avec le vent et l'eau, l'île d'El Hierro réussit à atteindre l'autosuffisance énergétique, extrait d'un article paru dans le journal belge "Le Soir".



Les éoliennes de El Hierro fournissent l'énergie nécessaire aux habitants de l'île.

Vivre de vent et d'eau fraîche, c'est désormais possible pour les habitants de l'île d'El Hierro. L'astuce: coupler éolien et hydroélectricité. Le projet d'atoll énergétique en mer du Nord est basé sur le même concept.

El Hierro, c'est la plus petite île volcanique de l'archipel des Canaries. Le vent y est roi. Les éoliennes tournent à plein régime. L'ingéniosité et l'audace de coupler la puissance d'Eole avec les principes de l'hydroélectricité font de ce petit bout de terre émergée, le premier territoire au monde totalement autonome en électricité.

Finie, la dépendance au pétrole et à la bourse. Finis, les rejets de gaz à effet de serre. Cette autosuffisance énergétique est obtenue grâce au vent. Lorsque la production électrique éolienne est supérieure à la consom-

mation, le surplus est stocké dans un réservoir d'eau au sommet d'un volcan. En effet, l'excédent d'électricité est utilisé pour acheminer de l'eau d'un niveau bas vers un niveau plus haut où elle est conservée dans un lac. En cas de disette énergétique, le processus est inversé: l'eau est alors libérée et déversée le long des pentes du volcan ce qui actionne des turbines hydrauliques génératrices d'électricité.

Cette infrastructure permet largement l'autosuffisance électrique des 11000 habitants de l'île. Elle serait détenue à 60 % par les autorités locales, à 30 % par le producteur d'électricité Endesa et à 10 % par l'Institut technologique des Canaries. Les autorités locales ayant le vent en poupe, elles visent désormais le remplacement des 6 000 voitures insulaires par des véhicules électriques. De quoi donner des idées

à d'autres archipels venteux.

Les ingénieurs belges ne sont pas en reste et ont imaginé la création d'un atoll énergétique en mer du Nord. La réalisation de ce projet ne serait rien de moins qu'une première mondiale. Cette île artificielle creusée en son sein d'un grand bassin d'eau serait aménagée au large de Wenduine, à proximité directe d'un parc éolien offshore.

Le projet est basé sur le même principe de batterie naturelle que celui d'El Hierro: stockage de l'énergie électrique éolienne par pompage d'eau de la mer vers le bassin – lorsque la demande est faible –, suivi de la restitution de l'énergie par l'action de turbines hydroélectriques lorsque la consommation est supérieure à la production. Un projet intéressant qui tend vers l'indépendance énergétique du pays.

Édito

Une différence de culture politique hors norme

Le groupe mauricien CIEL a annoncé en fin de semaine dernière qu'elle a conclu le rachat de la BNI de Madagascar à travers un consortium dans lequel il détient 60% des parts. Le consortium a racheté en réalité les 51% des actions de la Banque qui étaient jusque-là détenus par le Crédit Agricole SA. L'Etat Malgache garde 32% des actions du total.

Selon l'agence Chine Nouvelle, le directeur exécutif Jean-Pierre Dalais, explique ce choix «pour la qualité de ses équipes ainsi que pour le fort potentiel de développement que cette institution représente.» L'objectif est «d'asseoir davantage la BNI dans son rôle de première banque malgache». Elle posséderait déjà 22% du marché bancaire.

Ce bonheur mauricien est accompagné par l'annonce que la compagnie aérienne China Southern Airline va relier Shenzhen à l'île Maurice en fin de ce mois. Ainsi, notre voisine sera connectée à 3 grandes villes Chinoises: Shanghai et Beijing, entre autres. L'objectif est d'attirer 100 000 touristes.

Pendant ce temps, La Réunion Département-Région-Française-RUP-pleins-de-milliards s'époumone à faire de «la coopération décentralisée» avec Mme Ledoux comme super-manager qui vient de se remettre d'une défaite municipale dans sa commune située à 10 000km de chez nous! Cette ineptie ne serait

jamais arrivée si les 7 députés réunionnais n'avaient pas abdiqué leur responsabilité politique devant les Réunionnais.

Ce que le Crédit Agricole SA a trouvé de négatif à Madagascar, le Consortium des Mauriciens en ont tiré une force de développement. Au Conseil Régional, Paul Vergès avait bien perçu le potentiel de la Chine. Nous étions en pôle position. Le nouveau président a tout ramené en arrière. Maintenant, il veut même vendre les 2 avions A380 configurés en 840 sièges. Ces 2 premiers sont en construction car La Réunion a déjà payé la commande.

Plus que des divergences, c'est bien l'expression d'une différence de culture politique.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Ukraine

Le gaz au centre des préoccupations ukrainiennes

Des négociations sur le gaz ont été organisées avec le nouveau gouvernement ukrainien et la Russie, afin d'éviter une coupure imminente. En dépit de ces discussions, les Russes ont décidé lundi 16 juin de couper le gaz à l'Ukraine après l'échec de leurs discussions.

Cette décision affecte les relations avec l'Union Européenne et aggrave selon les observateurs étrangers «le pire conflit sur le continent depuis la fin de la Guerre froide». Les négociations se sont déroulées, alors que samedi 14 juin, un avion de transport militaire ukrainien a été abattu par des séparatistes prorusses, faisant 49 tués.

Remise en cause des négociations

Cette attaque a mis à mal les possibilités d'une détente entre russes et ukrainiens. Le bureau du procureur général ukrainien avait annoncé que l'avion transportait 40 parachutistes et neuf membres d'équipage, et qu'il avait été frappé par un missile antiaérien. Pour le ministère de la Défense, l'avion cargo transportait des renforts et du matériel pour les troupes. Les parachutistes participaient à l'offensive lancée par les autorités de Kiev contre les rebelles dans l'est du pays. Selon le porte-parole des séparatistes de la «république de Lougansk» auto-proclamée, Vladimir Inogorodski, l'avion a été touché par un missile antiaérien tiré par des insurgés et il est tombé dans «la zone de l'aéroport». En réaction, le président ukrainien, Petro Porochenko, a assuré que «tous ceux qui sont impliqués dans des actes de terrorisme de cette ampleur méritent un châtement. L'Ukraine a besoin de la paix. Cependant, les terroristes recevront la réponse adéquate».

Le gaz coupé

Au même moment, le géant russe Gazprom a donné jusqu'à lundi 06H00 GMT à Kiev pour rembourser une

dette gazière de 1,95 milliard de dollars. Faute de règlement, un système de prépaiement serait engagé, entraînant la coupure de l'approvisionnement. Une coupure qui concernerait également les livraisons de gaz russe en direction de l'Europe. En effet, près de la moitié transite par le territoire ukrainien.

En dépit de cet ultimatum, Kiev a refusé la hausse des prix décidée par Moscou après l'arrivée au pouvoir de dirigeants pro-occidentaux fin février. Les mille mètres cubes de gaz sont passés de 268 à 485 dollars, un prix record en Europe. Les négociations entre le président ukrainien de l'Energie, Iouri Prodan, les PDG de Gazprom et de Naftogaz, sous la médiation du commissaire européen à l'Energie Guenther Oettinger, n'ont pas abouti. Gazprom a décidé de couper le gaz, faute d'accord. «La décision a été prise en raison du non-paiement chronique par le groupe ukrainien Naftogaz. Le volume des arriérés de la compagnie (ukrainienne) pour les livraisons de gaz russe s'élève à 4,458 milliards de dollars», a indiqué la compagnie dans un communiqué.

Cette dernière a également annoncé avoir saisi la cour d'arbitrage internationale de Stockholm concernant la dette gazière de l'Ukraine. Moyen pour elle de faire face à la menace de procédure de Kiev concernant le prix du gaz en vigueur.

De vives tensions

Cette décision intervient après les incidents samedi devant l'ambassade russe en Ukraine, suite à une manifestation pour protester contre l'attaque de l'avion à Lougansk, qui a fait 49 morts. Dimanche, une vidéo a été diffusée par les chaînes de télévision montrant le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Andriï Dechtchitsa, insulter le président russe Vla-

dimir Poutine, accentuant un peu plus l'indignation de Moscou contre l'Ukraine.

Ce dernier aurait selon l'Agence France Presse, voulu calmer la foule et avait assuré pouvoir exiger des russes qu'ils se retirent de l'Ukraine. Le ministre aurait alors lâché «Poutine connard». Suite à cela, des hauts responsables russes ont dénoncé cette injure et appelé le président ukrainien à limoger Andriï Dechtchitsa.

A compter de lundi, la Russie «a réduit à zéro» les livraisons de gaz vers l'Ukraine, ne laissant transiter que les volumes destinés aux pays européens, a indiqué le ministre ukrainien de l'Energie, Iouri Prodan, qui a assuré que son pays ne perturberait pas le transit vers l'Europe.

Céline Tabou

Litige gazier russo-ukrainien

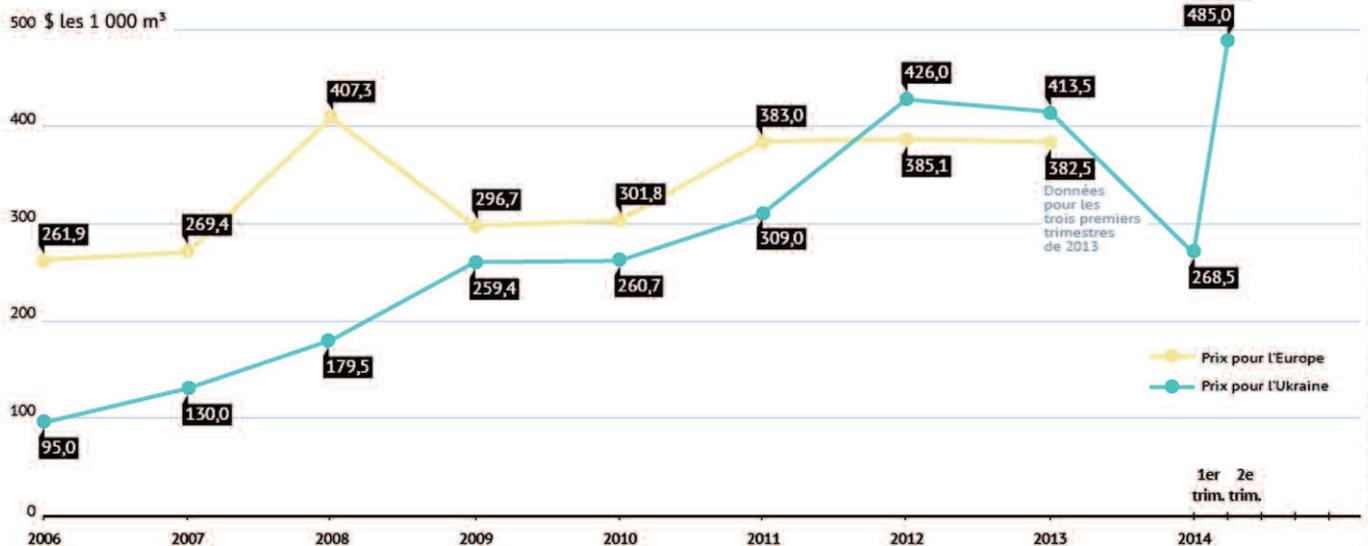
Si l'Ukraine ne paie pas l'intégralité de sa dette d'ici le 9 juin, elle devra passer au système de prépaiement. Kiev a payé le 2 juin 786,4 M USD ce qui correspond à sa facture de février-mars. Le montant total de la dette s'élève à 3,5 mds USD



11,9 %
Part de l'Ukraine dans les exportations de gaz russes en 2013

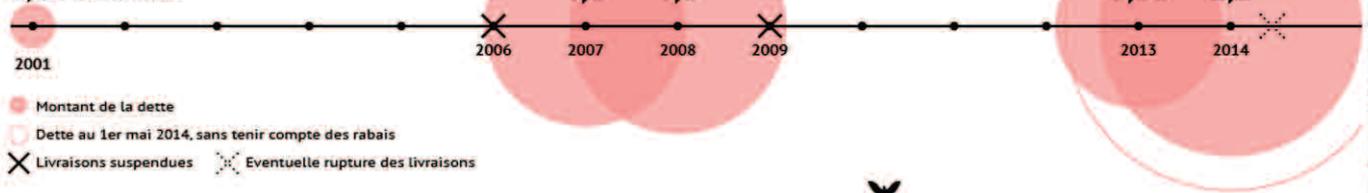


Prix du gaz russe exporté vers l'Europe et l'Ukraine



Histoire du litige gazier

0,064 md USD



jrm, Konstantin Kalowine - Directeur-Médecin Simakov - Créateur du gabarit - Alexei Novitskiy - Directeur de création artistique - Anton Stepanov

Le G77 + Chine souhaite changer le monde



Le sommet du Groupe des 77 plus la Chine s'est ouvert samedi 14 juin, à Santa Cruz en Bolivie. Durant deux jours, les dirigeants du monde ont échangé sur le thème «Nouvel ordre mondial pour bien vivre».

L'objectif de ce sommet est de débattre de l'éradication de la pauvreté, des changements climatiques et de l'agenda du développement durable post-2015. Cette année a été l'occasion de célébrer le 50^{ème} anniversaire de la création du G77.

Plus de 130 pays concernés

Le G77 regroupe désormais plus de 130 pays en voie de développement, membres des Nations Unies, plus la Chine. «Au fil des ans, ce groupe diversifié, qui représente aujourd'hui plus de la moitié de la population mondiale et les deux tiers des Etats membres des Nations Unies, a permis au Sud de s'exprimer d'une seule voix», a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans son discours d'ouverture. Pour le diplomate, cette coalition se doit d'«apporter de nouvelles idées, des approches de négociation flexibles et créatives, et des propositions concrètes et équilibrées pour surmonter les distinctions traditionnelles Nord-Sud et offrir un programme de transformation de développement post-2015». Cette année, plus de 100 délégations du bloc G77 ont participé au sommet, présidé par le président bolivien Evo Morales. Le G77 regroupe la plus importante

organisation intergouvernementale de pays en développement au sein de l'ONU. Le but est de promouvoir les intérêts économiques collectifs et d'augmenter l'influence de ses membres au sein de la communauté internationale. Autre aspect plus politique de ce sommet, la remise en cause du modèle actuel.

En effet, pour le président uruguayen José Mujica il n'est «plus possible de cautionner cette civilisation du gaspillage, qui affecte la vie même de la planète». José Mujica, ex-guérillero du mouvement Tupamaros, a affirmé qu'un «autre monde est possible».

Eradiquer la pauvreté

Les pays doivent mettre en place un nouveau plan de développement, après les Objectifs de Développement pour le Millénaire (ODM), qui prendront fin en 2015. «En agissant ensemble, les Etats membres peuvent éradiquer l'extrême pauvreté et fournir des opportunités pour tous dans les limites imposées par les ressources de notre planète», a affirmé Ban Ki-moon. Un aveu à demi-mot de l'impossibilité pour les Etats d'éradiquer la pauvreté dans le monde, comme convenu lors de la signature des OMD en l'an 2000.

En effet, objectif n°1 des OMD, l'éradication de la pauvreté devait être réduite de moitié pour 2015, malgré les progrès, le compte n'y est pas. A l'issue de la session plénière du G77, l'ambassadeur bolivien à l'ONU, Sacha Llorenty, a expliqué au nom du G77, que «l'éradication de la pauvreté est le plus grand défi qu'affronte le monde et la condition indispensable pour le développement durable».

De nouveaux engagements ont été prit contre l'inégalité, la protection de l'environnement et la souveraineté des pays sur leurs ressources naturelles, évoquant également l'élargissement du Conseil de sécurité.

Ban Ki-moon a présidé les travaux de ce sommet et assuré que «le destin de milliers de pauvres et l'état de la planète dépendent du succès de notre travail». Rappelant que l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, qui composent le G77, «représentent 77% de la population mondiale, mais aussi 43% de l'économie mondiale», Evo Morales a insisté pour sa part sur la nécessité de «prendre des mesures immédiates». Pour la présidente argentine Cristina Kirchner, «un nouvel ordre mondial pour vivre mieux doit considérer un nouveau système pour tous les pays».



Images de l'ouverture du sommet avec Evo Morales, président de la Bolivie, saluant la foule.



Otè!

Lé dur po dir : «mi koné pa lir, mi koné pa ékri»

In boug dovan ou, oui koz ék lu, oralman konm sa, si li di pa ou, oui pé pa konèt si li koné lir ou pa, si li koné ékri ou pa! Lé pa ékri si son fron: «ilétré, analfabèt»!

Lot zour la, navé in asanblé ban Chagosiens egzilé, o Por.

Zot i koné Chagos sé in bann zil té apartien la Grande Bretagne o mèm tit ke Moris. Dan lé zané 60, avan minm lindépendans Moris, lé zamérikain (mi parl bann Kennedy, Bush é konsor) i domann bann Britanik prêt a zot Diego Garcia, inn il dan larshipèl, po zot instal in baz militèr, koté Proch Orian, Moyin Orian.

I fout Chagosiens déor; zot i fane Moris, Londres, Réunion, anfin in pé partou.

Na a pé pré 50 tan, bann komité antrèd, ék son prézidan aktièl Olivier Bancoult i rod in manièr artourn dan zot péi: laba, zot na simtièr, zot zansèt lé antéré; zot i vé pi viv dann zimèb Moris, mé rotourn sou zot kokotié, arplant in ti pié mai, in ti pié salad, piman a tèr, rouv lékol po bann zanfan, mèt dispansèr po bann malad, bann rout po roulé, tout zinfrastuktur politik, ékonomik, kiltirèl dobout, po in dévlopman dirab, in lavnir.

An kanpagn éléktoral isi, nou la fé in rényon la kaz in fami Chagosien; nana lo papa, lo fi, son 3 zanfan ék son mari.

Mi rankont lo papa lo matin, li na 58 tan; li la kit Chagos li navé 8 tan; mi di a li:

« A swar ni sar lo Por».

A li, dakor; mi lès a li linvitasyon; marké zédi 12 ziin; mi ariv laprémidi po alé, son fi i sort travay i di a moin son papa la konpri té po samdi;

Mi di a èl: «ben moin la lès in konvokasyon; lé marké zédi!»

El i di a moin: « oui, mé li koné pa lir».

Li noré pi dir a moin; mé lé vré, lé dur dir in moun: «mi koné pa lir, mi koné pa ékri».

Justin